

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Relations-canado-americaaines-etablir-une-strategie-reellement-souveraine-pour-le-Canada>

Relations canado-américaines : établir une stratégie réellement souveraine pour le Canada

- Empire et Résistance - Canada -
Date de mise en ligne : mardi 10 janvier 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Bruce Campbell

[Alternatives](#). Canada, lundi le 9 janvier 2006.

Le maintien d'une politique autonome face aux pressions qui émanent de l'intégration continentale et l'établissement d'une stratégie réellement souveraine à l'intérieur et à l'extérieur du Canada préoccupent les citoyens et les gouvernants du pays depuis des générations. En d'autres mots, comment gérer la relation avec les Etats-Unis ? Depuis quelques années, le débat est encore plus controversé.

Selon les standards internationaux, la relation entre les deux pays est généralement amicale. Dans le passé, les Canadiens ont été impressionnés par le leadership politique américain. Aujourd'hui par contre, ils sont majoritairement critiques face aux abus commis par l'administration Bush qui gouverne la puissance militaire et économique, et qui refuse de respecter la légalité internationale. Les citoyens ne veulent pas que leurs leaders soient complices de cette dérive par leur silence. Il est certain que les déclarations de Paul Martin contre l'administration Bush ont un impact positif pour lui au plan électoral. Les relations avec les Etats-Unis sont toujours un dossier important. Et selon les sondages, les Canadiens pensent que les Libéraux sont mieux placés pour tenir tête aux Américains et pour défendre les intérêts et les valeurs du Canada.

L'« intégration en profondeur »

Il ne fait pas de doute cependant que les élites économiques sont inconfortables devant les déclarations de Martin. Ils n'aiment pas entendre répéter que le Canada doit demeurer indépendant dans une époque où l'autonomie politique du pays et sa vulnérabilité économique ont diminué depuis deux décennies. Pour ces élites, de telles déclarations pourraient mettre en péril leur vision de constituer un seul grand marché continental, ce qu'ils appellent l'« intégration en profondeur ». Ce projet inavouable de constituer le grand marché libre requiert une intégration politique, en d'autres mots (plus polis), l'« harmonisation » des politiques dans les domaines du droit, des régulations, des règles commerciales, de la sécurité. En conséquence de l'asymétrie entre les deux pays par la force et le pouvoir, la mise en place d'un seul marché continental ressemble en fait à la mise en place d'un marché états-unien. Le Canada et aussi le Mexique continuent d'aligner leurs politiques sur celles des Etats-Unis. Les élites canadiennes qui préfèrent les approches états-uniennes davantage favorables au marché se sentent plus que confortables avec cette évolution. D'autre part en dépit de leur avantage immense au niveau du pouvoir, les Etats-Unis peuvent continuer d'ignorer sans crainte les règles « établies » du marché continental s'ils considèrent que leurs intérêts nationaux sont en jeu. Les négociateurs canadiens de l'ALÉNA se sont sentis plus intelligents quand ils ont réussi à obtenir un mécanisme de règlement des conflits. Mais ce qui est arrivé depuis dans l'industrie du bois d'oeuvre, par exemple, démontre l'ampleur de l'illusion, tout en créant beaucoup d'angoisse au sein de l'élite économique.

Fracture croissante

Au fur et à mesure que progresse l'intégration économique, la fracture s'élargit dans la société canadienne. Plus précisément entre les attitudes et les valeurs de l'élite économique et celles du public en général. L'élite converge avec ses interlocuteurs américains, pour approfondir les liens économiques avec les Etats-Unis, pour appuyer les politiques états-uniennes. Elle a accepté le principe que le Canada doit devenir un pays semi-autonome, semi-démocratique. Elle sait également que les compromis à venir pour compléter la mise en place du grand marché continental seront beaucoup plus profonds que ce qui a été concédé à date. De l'autre côté, les valeurs et les attitudes du public n'ont pas changé. À vrai dire, l'aliénation de la population par rapport à l'élite canadienne et aux Etats-Unis est devenue encore plus forte. Les Canadiens ne veulent pas être entraînés dans la « forteresse Amérique du Nord ».

Qui travaille contre la souveraineté nationale ?

Cette fracture pose un sérieux dilemme pour Paul Martin. Il fait partie de l'élite économique. Il croit à l'idée d'un seul marché continental. Son gouvernement a vigoureusement défendu le principe de l'harmonisation avec les politiques américaines dans divers domaines. La plus récente manifestation de cette évolution est l'Initiative nord-américaine pour la sécurité et la prospérité, qui reste largement méconnue du public. En des termes vagues, cette évolution renforce l'harmonisation des règles et des accords nord-américains dans des domaines comme la santé, la sécurité, l'environnement, la politique énergétique, le commerce. L'ancien ministre des affaires étrangères John Manley et le président du Conseil canadien des chefs d'entreprise, Thomas d'Aquino, travaillent fort pour consolider ce grand marché unique qui implique une association politique avec les Etats-Unis dans un cadre qui exclut la capacité des citoyens de se prononcer.

Débattre ou masquer les enjeux ?

Je crois que Paul Martin connaît les menaces qui pèsent sur l'autonomie politique canadienne. Il semble espérer ralentir ou contenir ce processus. Mais pour convaincre les électeurs, il faudra être plus affirmatif sur l'indépendance nationale. La plupart des gens ne savent pas que le Canada est sur la voie de l'intégration en profondeur. Les citoyens veulent élire un gouvernement qui pourra faire les choix fondamentaux sur la société. Ils ne veulent pas que ces choix soient faits dans les corridors obscurs du pouvoir et à travers des arrangements bilatéraux qui sont modelés sur mesure pour plaire à Washington. Si Paul Martin était explicite sur les conséquences de l'offensive des promoteurs de la « Forteresse Amérique du Nord », il y aurait un vrai débat comme cela a été le cas en 1988. Mais en faisant cela, Martin risque gros. Pour conserver le pouvoir, il doit jouer la carte de la « défense du Canada », même si cela heurte les sensibilités de l'élite. Le côté négatif de la chose est que, comme l'a dit l'ambassadeur américain David Wilkins, l'administration Bush se sent offensée. Mais pire encore dans la logique perverse de l'élite canadienne, ce débat pourrait réveiller les Canadiens sur le péril que représente cette évolution. C'est ainsi que Paul Martin fait face à un grave dilemme.